Mené par des chercheurs de l'IRSN, du médialab de Sciences Po et de Tokyo Tech, le projet de recherche franco-japonais Shinrai, lancé en 2014, porte un regard pluridisciplinaire sur la gestion des conséquences sociales de l'accident survenu en 2011 à la centrale de Fukushima-Daiichi. Dans ce cadre, la question du retour dans les localités évacuées fait l'objet d'une analyse présentée dans le rapport "Shinrai research Project: The 3/11 accident and its social consequences - Case studies from Fukushima prefecture". Cette recherche, mise à disposition des instances françaises et internationales en charge de la définition des politiques post-accidentelles, alimentera les réflexions sur ces sujets.

L'analyse originale proposée dans le rapport s'appuie sur une enquête approfondie menée auprès d'habitants de la préfecture de Fukushima et d'acteurs de la gestion de l'accident. Durant 5 années, 8 missions de 2 à 3 semaines ont été effectuées au Japon conduisant à la réalisation de plus de 120 entretiens, notamment auprès d'habitants de Watari (quartier de Fukushima), Naraha et Kawauchi. Ces différentes missions ont permis de rencontrer, parfois à plusieurs reprises, des résidents évacués, y compris dans des lieux éloignés de Fukushima (Kyoto, Nagasaki…), ainsi que des habitants de retour dans leur ville d'origine après les levées d'ordre d'évacuation par le gouvernement et les municipalités.

Ces missions ont comporté par ailleurs des rencontres avec des représentants des autorités nationales et locales, pour comprendre les processus conduisant aux décisions de levée des ordres d'évacuation des populations, ainsi que les enjeux et défis liés à ces retours. Des entretiens ont également été menés avec des associations et experts non-institutionnels, qui ont joué un rôle important d'information et de soutien auprès des populations.

Ces travaux proposent une catégorisation des habitants, en fonction de leur décision de revenir ou non dans les territoires évacués après les levées d'ordre d'évacuation par le gouvernement et les municipalités. A l'heure actuelle, le positionnement de la population sur le retour semble fortement dépendant des situations personnelles : alors que des anciens sont plutôt favorables au retour, les familles avec enfants sont en revanche plus indécises.

La recherche souligne également le rôle important des élus locaux, en l'occurrence les maires, et leur difficulté à répondre à la fois aux exigences gouvernementales et aux souhaits de leurs administrés. Elle aborde en particulier les dilemmes éthiques auxquels ces élus sont confrontés : est-il légitime de rassurer à tout prix les populations ? Comment décider lorsque les intérêts des habitants divergent au point de remettre en cause la notion de « communauté » à laquelle se réfère une grande partie des approches internationales en matière de gestion post-accidentelle ?

En conclusion, le rapport confronte l'expérience de l'accident nucléaire de Fukushima à certains principes clés de l'approche internationale de la gestion post-accidentelle, à savoir : l'attachement des habitants au territoire, la commensurabilité du risque radiologique et le zonage comme outil de radioprotection des populations.